

## Points clés du MSC sur le Sommet des systèmes alimentaires (réunion du Bureau du CSA AG le 23 novembre 2020)

En tant que MSC, nous suivons de près le processus de préparation du Sommet depuis juillet 2019 et avons exprimé nos préoccupations à de multiples reprises quant à son déroulement, signalant nos inquiétudes au CSA en 2019 et en 2020. Compte tenu de la multiplicité des problèmes identifiés, et sérieusement inquiets au vu du déroulement du processus, le Comité de coordination du MSC, sur la base de consultations avec les groupes de travail et les secteurs sociaux concernés, a décidé de prendre l'initiative de la mise en place d'un processus indépendant de la société civile et des peuples autochtones. Cette initiative a été concrétisée dans l'appel ouvert, approuvé par consensus au sein du Comité de coordination du MSC et présenté en octobre lors du 10e anniversaire du Mécanisme et, plus tard, lors de l'événement spécial du CSA.

Le déroulement du sommet continue d'aller dans une direction problématique :

1. Dès le début, le processus du sommet a ouvert la porte à une influence indue du secteur commercial, en particulier le Forum économique mondial, conformément à l'accord de coopération stratégique entre le Secrétariat des Nations unies et le Forum de Davos. Cette tendance extrêmement préoccupante continue à se refléter dans de nombreuses dimensions, notamment par l'énorme présence de représentants de cette perspective particulière dans tous les organes du Sommet. Cela constitue en soi un dangereux précédent et n'est ni acceptable ni légitime.
2. Il n'est donc pas surprenant que l'approche basée sur les droits humains reste extrêmement faible tout au long du processus préparatoire à ce jour. En particulier, la place centrale des principaux acteurs, les détenteurs de droits, a été continuellement occultée : les éleveurs-pasteurs, les paysans, les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les travailleurs, les pêcheurs, les consommateurs, les sans-terre et les urbains précaires en situation d'insécurité alimentaire, ainsi que leurs organisations et plateformes internationales représentatives de ces secteurs sociaux, ont été marginalisés dès le début.

La prédominance du secteur des entreprises à tous les niveaux du Sommet signifie que les propositions centrales du Sommet (par exemple dans les lignes d'action, dans le comité scientifique, dans les dialogues) tournent presque exclusivement autour de l'agenda des entreprises pour la transformation des systèmes alimentaires. De notre point de vue, ce sont là de fausses solutions pour faire face aux multiples crises exacerbées par la pandémie. Il est impératif de considérer les propositions et les actions offertes par la vision de la souveraineté alimentaire, ainsi que les actions directes pour renforcer le secteur public et les institutions communautaires qui composent les systèmes alimentaires. De même, il est urgent que les États réglementent efficacement, en particulier, les sociétés transnationales et le capital financier mondial afin de protéger le bien public, les droits humains et la régénération des écosystèmes.

Il ne faut pas sous-estimer la forte menace que représente une approche multipartite délibérée pour le système des Nations unies. Lorsque tous les acteurs sont traités de la même manière, indépendamment de leurs différents rôles et responsabilités, cela engendre d'énormes asymétries de pouvoir et de ressources, et de forts conflits d'intérêts. La tentative de remplacer le processus de multilatéralisme inclusif, tels qu'établis dans le CSA, par un modèle multipartite avec des responsabilités prétendument égales, affaiblit tout d'abord le rôle des États membres eux-mêmes, facilite ensuite une influence excessive des intérêts des entreprises, une tendance à la

mainmise des entreprises sur les Nations unies, et enfin rend impossible une définition claire des systèmes de responsabilité efficaces.

En outre, nous considérons qu'il est nécessaire de respecter les principes d'autonomie et d'auto-organisation de nos plateformes de la société civile et des peuples indigènes, créées et consolidées depuis plus de 25 ans, dans une attitude de respect.

Les tentatives de cooptation ont été multiples et inquiétantes, tant pour les organisations et les groupes d'intérêt (en particulier les jeunes), que pour le langage que nous avons développé dans nos luttes, nos communautés et nos territoires au cours des décennies.

Sur la base de ce processus de délibération, de ces critères et de cette analyse, nous continuerons à surveiller attentivement le processus de préparation du Sommet FSS. Nous considérons que les nouvelles propositions faites ces jours-ci n'ont pas le potentiel de changer de manière significative le cours du Sommet, en termes d'influence induite des entreprises, d'approche centrée sur les droits humains, de renforcement des institutions publiques, de reddition de comptes et de relations différentes avec la société civile et les peuples indigènes.

Nous avons déjà exprimé, dans notre appel ouvert, le fait que le processus indépendant est une réalité. Nous ne nous contentons pas de revendiquer notre inclusion dans un processus qui, à notre avis, va totalement dans la mauvaise direction.